JUIN 2017 - JUIN 2018

ASSEMBLÉE NATIONALE

HUGUETTE TIEGNA

DÉPUTÉE DU LOT

BILAN DE LA PREMIÈRE ANNÉE

1 Fiches récupitulatives

2 Rétrospectives des réformes

3 Ce que nous avons voté

SOMMAIRE

EDITO

De la première année 1

I . MON BILAN

Agriculture 4
Énergie 5
Technologie 6
International 7
Dans le Lot 8
Dans l'hémicycle 11

II. BILAN LÉGISLATIF

L'activité en chiffre 14
Corriger les inégalités sociales 15
Pour les plus nécessiteux 16
Construire une économie autour du travail 17
Protéger notre avenir 18
Une représentation politique plus responsable et efficace 19
Rétrospective des réformes 20

Les réformes en cours 22

Ecrivez-moi 23

EDITO
DE LA PREMIÈRE ANNÉE

Mesdames, Messieurs,

Déjà un an !

En juin 2017 dernier, vous me confiez la responsabilité de vous représenter.

Depuis, je n'ai cessé de travailler avec l'exigence d'être, à chaque instant, à la hauteur des attentes que vous avez placées en moi et, à travers mon élection, celles que vous avez placées dans le Président de la République.

J'ai œuvré au cours de cette année, inspirée par Gaston Monnerville, Léon Gambetta, Maurice Faure et tant d'autres qui ont marqué notre territoire, en étant à votre écoute et à votre contact. C'est l'idée que je me fais de mon mandat : un(e) député(e) doit toujours être au service des personnes qu'il a l'honneur de représenter.

J'ai ainsi porté au sein de l'Assemblée nationale et dans les ministères les nombreux sujets qui vous tiennent à cœur : l'attractivité de nos territoires ruraux, le dynamisme de nos écoles, la santé, les EHPAD, la question des transports, les sujets liés à la dépendance, aux personnes en situation de handicap, les politiques environnementales, énergétiques et industrielles, le numérique ou encore les conditions de travail des sapeurs-pompiers. Je continuerai toujours à faire vivre cette démocratie de proximité et ferai en sorte d'entendre les difficultés, de les résoudre ensemble et de faire fructifier les bonnes idées.

Beaucoup de choses ont déjà été faites en un an, pour corriger les inégalités sociales, relancer l'emploi, défendre notre planète, moderniser la vie politique française…

Avec ce livret, je vous invite à découvrir ou redécouvrir une sélection d'actions qui ont été menées.

Bonne lecture,

Huguette Tiegna
Députée du Lot

1ERE PARTIE

MON BILAN

01

AGRICULTURE

SALON DE L'AGRICULTURE

Du 24 février au 4 mars 2018, se tenait au Parc des Expositions de la Porte de Versailles, le salon de l'Agriculture de l'année 2018.
J'ai visité durant plusieurs heures et fait de nombreuses rencontres, découvertes dans une ambiance de fête.
J'ai eu l'occasion de déguster et de redécouvrir avec une délégation d'élus lotois les produits locaux et bio qui font les richesses du Lot, mais aussi les produits d'Occitanie.
Avec mes collègues députés de la commission des affaires économiques nous avons auditionné les acteurs au SIA2018 dans le cadre du projet de loi agriculture.

ZONES DÉFAVORISÉES

Au 1er janvier 2019, la nouvelle carte des zones défavorisées simples entrera en vigueur et remplacera la carte actuelle datant de 1976. Cette carte est un outil de calcul des aides agricoles européennes et notamment du versement de l'ICHN, important à la survie économique de certains de nos agriculteurs.
Pour défendre nos agriculteurs, j'ai participé à de nombreuses réunions, porté leurs voix au sein des ministères et de leurs administrations. Nous avons sauvé les 26 communes du Lot sorties à la suite d'une modification des critères. Les 14 communes ont également été sauvées à l'aide du critère de l'homogénéité territoriale, 100 % du Lot est maintenant intégré à la carte soumise à l'Union Européenne.

METHANISATION

Ce processus de traitement des bio déchets permet de transformer les déchets issues des activités agricoles et d'élevage en électricité, en bio méthane ou en chaleur, et par conséquent, il est source de revenus complémentaires pour nos agriculteurs. Le développement de la méthanisation comme outil de production des énergies renouvelables est encouragé.
Les porteurs de projet doivent veiller à adapter l'activité pour éviter tout risque de pollution lié à l'épandage.
Un comité local de suivi du projet de méthanisation dans le Lot est mis en place.

ETATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

Emmanuel Macron avait annoncé sa volonté d'organiser sur tout le territoire des états généraux de l'alimentation afin de trouver des solutions avec l'ensemble des acteurs des filières agricoles pour sauvegarder notre production nationale mais également pouvoir fournir à nos concitoyens des aliments plus sains. Pendant 3 mois, des consultations ont été réalisées, y compris dans le Lot. C'est la conclusion de ces rencontres qui a abouti à la rédaction d'un projet de loi dont nous examinerons, en seconde lecture, à l'Assemblée Nationale. De la production à la vente, nous devons tous nous responsabiliser afin de pouvoir fournir aux consommateurs des produits de qualité, et assurer à nos agriculteurs des revenus dignes de la qualité de leur travail. Pour sortir du glyphosate d'ici trois ans, la recherche est mobilisée pour trouver des alternatives.

02

ÉNERGIE

EOLIEN

Sébastien Lecornu, Secrétaire d'État, est à initiative des travaux du plan de libération des énergies renouvelables. J'ai eu l'honneur d'être nommée au sein du Groupe de travail Eolien en tant que parlementaire. Cette mission visait à réunir un large éventail des acteurs concernés par cette filière : association, collectivité... Objectif : mieux intégrer l'éolien dans les paysages ; Faire évoluer la répartition de l'IFER éolien pour « intéresser » les communes aux projets éoliens ; Travailler à un « guide des bonnes pratiques » entre développeur éolien et collectivité ; Inciter le financement participatif des projets éoliens dans le respect des droits d'autrui et surtout la nécessaire consultation au niveau local avant l'élaboration de tout projet.

"PLACE AU SOLEIL"

Après une procédure identique sur l'éolien et la méthanisation, j'ai fait partie du groupe rassemblant des acteurs du photovoltaïque Ce groupe de travail était chargé de trouver des solutions pour développer l'énergie solaire. Ce groupe a permis d'aboutir au plan "place au soleil", présenté lors de la réunion conclusive du groupe de travail, le jeudi 28 juin dernier. Concrètement, les particuliers ou les entreprises bénéficieront l'année prochaine de coups de pouce pour installer des panneaux solaires. Parallèlement, l'État a conclu un certain nombre d'accord avec le secteur privé et public (l'armée notamment) pour l'installation de panneaux solaires sur leurs propriétés.

CRE

Depuis le mois de novembre 2017, je fais partie du groupe de prospective du Comité de régulation de l'énergie (CRE). Ce groupe de travail est composé d'acteurs du monde de l'énergie et des transports. L'objectif est de définir une trajectoire documentée, crédible et sérieuse de la sortie progressive des énergies fossiles . A cet égard, j'ai présenté le 5 juillet 2018, les conclusions du rapport sur l'impact des mobilités propres sur le mix energétique. La volonté de la France est de libérer le marché des véhicules électriques ou fonctionnant aux "énergies propres" comme l'hydrogène.

ECONOMIE VERTE ET CIRCULAIRE

Présidente du groupe d'étude économie circulaire et économie verte de l'Assemblée Nationale, j'ai la volonté de transformer durablement notre économie. Notre nouveau modèle devra nous permettre d'être plus respectueux de l'environnement et devra également nous permettre de donner une seconde vie à nos déchets. Madame Brune Poirson, secrétaire d'Etat, a publié en avril 2018 la feuille de route sur l'économie circulaire. Ce document et l'ensemble des principes énoncés devront nous permettre de fixer des objectifs de transition vers une économie circulaire et plus locale. Objectif : en finir avec le modèle linéaire du "produire, consommer et jeter" qui se heurte inévitablement à l'épuisement des ressources de la planète.

03

TECHNOLOGIE

VÉHICULE DU FUTUR

Le véhicule du futur sera le véhicule électrique. En France, le marché est en plein essor, mais mérite, compte tenu de nos engagements, d'être soutenu. Pour proposer des solutions, libérer le marché, je me suis pleinement mobilisée sur le sujet. En novembre dernier, dans le cadre des travaux de l'OPECST, j'ai participé à une conférence en Suisse sur les "moteurs du futur". Je travaille également sur de futurs dispositifs pour permettre l'installation de bornes de recharge électrique, notamment dans les territoires ruraux, dans le cadre de la future loi sur "les mobilités".

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

La France a pris la pleine mesure des enjeux autour de l'intelligence artificielle. Dans cette optique mon collègue Cédric Villani a publié un rapport portant sur l'IA qui dresse notre feuille de route en la matière. Pour ma part, je me suis engagée sur la question de l'intelligence artificielle au service de la transition énergétique et j'ai ainsi pu intervenir sur le sujet. Je suis en effet convaincue que l'IA constitue un outil formidable pour nous permettre de rationaliser au maximum notre consommation énergétique. J'ai notamment pu défendre ma vision, le 7 février dernier, lors du premier forum parlementaire sur l'intelligence énergétique, qui s'est tenu à la Maison de la Chimie.

INDUSTRIE INNOVANTE

En tant que députée, en tant que Lotoise, mais aussi comme ingénieure et docteure de formation, je défends l'idée qu'il faut une industrie forte, libérée, et pleinement soutenue par les pouvoirs publics. C'est à cette condition, seulement, que nous serons capable d'innover et de proposer des solutions d'avenir. J'ai ainsi participé au lancement de la "French Fab" en marge du salon de l'Industrie, qui s'est tenu à Paris, mais aussi dans le Lot. Il s'agit d'une reconnaissance de l'excellence et du savoir faire Français. Pendant plusieurs jours, j'ai rencontré les industriels et les entrepreneurs d'aujourd'hui et de demain.

IMPRESSION 3D

Le jeudi 22 mars 2018, j'ai présenté au Sénat, devant mes collègues ainsi que la presse une note dans le cadre des travaux de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) portant sur l'impression 3D. Grâce à l''innovation, à la recherche et aux nombreux investissements, l'impression 3D pourrait, à court terme, avoir un impact économique non négligeable et transformer plusieurs secteurs d'activités (médecine, automobile, aéronautique, aérospatial...). Nous devons soutenir la recherche et les investissements, publics et privés, dans le domaine de l'impression 3D. Je suggère que nous renforcions la structuration de la filière en soutenant notamment l'action de l'Alliance industrie du futur (AIF) et de l'institut Carnot Cetim.

INTERNATIONAL

FRANCOPHONIE

La Francophonie, c'est un espace international où la langue française que nous avons en partage, sillonne, rayonne et rassemble des pays qui partagent les mêmes valeurs. Pendant trop longtemps, la France n'était pas assez impliquée dans cette organisation. Le Président de la République a souhaité s'y impliquer pleinement. Nous devons apporter notre contribution, au même titre que tous les autres pays concernés, dans cet espace économique, culturel, linguistique et social. Il s'agit d'une chance unique. J'ai souhaité prendre part à cet engagement, et j'ai intégré, à ce titre, dès le début de mon mandat, l' Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

FRANCE - ALBANIE

L'Albanie est un pays, qui, de par son histoire, ancienne et contemporaine, mais aussi par sa situation économique et politique, mérite d'être connu. Pour tenter d'accompagner les réflexions qui animent l'Albanie, notamment dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union Européenne qu'elle a engagé depuis près de 10 ans, et tenter de consolider l'amitié qui lie nos deux pays, j'ai souhaité prendre la charge du groupe d'amitié France - Albanie. Celui-ci s'est constitué en fin d'année 2017. Nous avons déjà auditionné son excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Albanie en France et accueilli une délégation de 15 fonctionnaires albanais en formation à l'ENA. J'ai eu le plaisir, enfin, d'accueillir à l'Assemblée nationale la défenseure des droits en Albanie, Madame Erinda Ballanca.

L'EUROPE

L'Europe était au coeur du programme du candidat Macron à l'élection présidentielle. Elle est désormais au centre de son action. A la Sorbonne et devant le Parlement européen, le Président a réaffirmé que, sur les grands défis de notre époque (sécurité, migrations, commerce, numérique...), la vraie souveraineté passe par une action européenne, dans un cadre démocratique renouvelé. Cela implique que l'Europe se concentre sur ces grands défis et ose défendre ses intérêts et ses valeurs dans le monde.

VOYAGE PRESIDENTIEL

Sur invitation du Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron, j'ai fait partie de la délégation officielle qui s'est rendue les 27, 28, 29 et 30 novembre 2018 au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana. La France et l'Afrique ont une histoire commune, une histoire intime, des liens indéfectibles. Cette histoire, c'est la mienne, cette histoire, c'est la nôtre. Nous l'avons en partage. Elle est le socle de notre avenir commun. Il est temps d'engager un nouveau chapitre, écrit à quatre mains. A l'issue de ce voyage fondateur, j'ai posé une question d'actualité au Gouvernement à Monsieur Jean-Yves le Drian, Ministre des affaires étrangères et de l'Europe, sur la relation nouvelle entre l'Afrique et l'Europe.

05

DANS LE LOT

CNICG

Le CNICG, sous le commandement du colonel Dominique DALLIER, contribue au maintien et au développement d'une ruralité diverse, dynamique et innovante. Dès le mois de juillet 2017, auprès de Monsieur Gérard Collomb, Ministre de l'Intérieur et de ses services, puis auprès du général Rodriguez , Major général, j'ai rassemblé et mis en avant les arguments tels que l'impact économique et les savoir-faire développé sur le site, afin d'appuyer l'importance pour le Lot de préserver le Centre à Gramat. C'est avec soulagement et grand plaisir que la décision du maintien du site CNICG m'a été confirmée par Monsieur Collomb, Ministre d'Etat, Ministre e l'Intérieur, le 17 avril 2018.

SAPEURS- POMPIERS

L'une des priorités de ma campagne était de consolider l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires sur le territoires. J'ai entamé un travail collectif, dès le mois de juin 2017, avec les sapeurs-pompiers du Lot, afin d'améliorer le régime applicable à leur statut en faisant émerger des propositions cohérentes, ambitieuses et innovantes. Dans la continuité de ce travail, j'ai été auditionnée le 1er mars 2018 dans le cadre de la « Mission volontariat », à la Maison des Sapeurs-pompiers de France pour présenter le résultat des consultations que j'ai menées. Je tiens à mettre en avant l'action quotidienne des sapeurs-pompiers de notre département pour lesquels nous devons veiller à préserver un bon maillage territorial.

GENDARMERIE

Le projet immobilier d'extension de la caserne de gendarmerie située sur le territoire de Saint-Céré a été agréé par Monsieur Gérard Collomb, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur. Au cours de mes déplacements, j'ai pu constater que les infrastructures immobilières dans lesquelles exercent les policiers et les gendarmes ne sont pas à la hauteur de leur engagement. Pour remédier à cette situation, le Gouvernement a décidé d'augmenter les budgets immobiliers de la police et de la gendarmerie afin de construire et de rénover davantage de commissariats et de casernes. Ainsi, le budget immobilier 2018 de la police nationale augmente de 5% par rapport à l'année 2017 et celui de la gendarmerie a augmenté de 9%.

L'ÉCOLE RURALE

Dès le mois de janvier 2018, et l'annonce de plusieurs suppressions de postes d'enseignants dans le Lot, le département a connu une forte mobilisation. En tant qu'élue, mon rôle a été d'aller à la rencontre des élus et établissements impactés afin d'établir un diagnostic partagé de la situation. A la suite d'une présentation au cas par cas de la problématique à Monsieur Blanquer, Ministre de l'Education, 12 postes seront supprimés plutôt que les 22 prévus au départ. Après la réunion du CDEN à Cahors, j'ai lancé une consultation en ligne pour permettre à chacun de donner son opinion et de contribuer à faire émerger des propositions fortes pour nos écoles rurales. La mobilisation de près de 400 personnes a permis de produire un rapport sur l'avenir de l'offre scolaire, remis au ministre, au DASEN ainsi qu'au préfet. Il servira de base pour l'élaboration du futur protocole.

06

DANS LE LOT

FIGEAC ET CAHORS

En mars dernier, 222 villes dont les villes de Cahors et de Figeac ont été rendues éligibles au programme « Action Cœur de Ville ». Concrètement, ce plan mobilise 5 milliards d'euros pour redynamiser les centres villes. Il vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités dans les centres urbains afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes. Cette décision fait suite aux nombreux échanges que j'ai pu avoir avec Monsieur Jacques Mézard, Ministre de la Cohésion des territoires et permettra, à n'en pas douter, de soutenir l'activité et l'attractivité de notre territoire.

MUSÉE CHAMPOLLION

A la suite du travail initié dans le département, je représentais le Lot, le mercredi 2 mai 2018, au Ministère de la Culture, dans le cadre de la cérémonie de présentation de la première promotion du Label « le musée sort de ses murs », qui a vu la sélection du projet proposé par le Musée Champollion-Les écritures du Monde de Figeac. Ce label, attribué par Françoise Nyssen, Ministre de la Culture, fait suite aux conclusions du rapport « Musées du 21ème siècle », pour mettre en valeur et soutenir les opérations « hors les murs » concourant à l'objectif de démocratisation culturelle porté par le Ministère de la Culture, pour aller à la rencontre des publics.

INSERTION HANDICAP

Édouard Braine m'a soutenue et sensibilisé sur la cause du handicap qui est une cause nationale. Je suis engagée pour l'inclusion des personnes en situation de handicap dans le Lot. Dans le cadre de la mission handicap, je me suis rendu à la MDPH46, le lundi 19 mars 2018, au cours de « la journée MDPH », afin d'appréhender le parcours d'une personne en situation de handicap. De même, j'ai pu me rendre sur le site de l'ESAT du Pech de Gourbière, à Rocamadour, défendre leurs dossiers et initiatives ainsi que de partager le quotidien des travailleurs, éducateurs, moniteurs et salariés de cette structure.

MINI-ENTREPRISES

J'ai reçu, à l'Assemblée Nationale, les élèves de l'IUT de Figeac, dans le cadre du concours des mini-entreprises EPA (Entreprendre Pour Apprendre), pour un temps d'échanges autour de l'entrepreneuriat en France, avant leur participation à la finale nationale. Cette visite faisait suite au 8ème Salon régional des mini-entreprises, à Toulouse, au cours duquel les élèves Lotois, que j'accompagnais avec leurs professeurs et des entrepreneurs, telle que Madame Aubertin, PDG de France Noyer, ont été récompensés par le 1er prix Régional post-bac pour la création de leur mini-entreprise leur permettant de participer à la Grande Finale nationale, à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris. Ce dispositif des Mini entreprises – EPA permet aux élèves de notre département de découvrir très concrètement la vie en entreprise en reliant le monde éducatif au monde économique dès le collège.

DANS LE LOT

EHPAD

Depuis le début de l'année 2018, j'ai effectué plusieurs réunions de travail concernant les EHPAD avec l'ARS, les syndicats, les présidents, les directeurs d'établissement et le Conseil départemental. L'objectif était triple : réfléchir au maintien d'une couverture de l'offre de services, veiller à l'accessibilité financière de cette offre, tout en permettant au personnel soignant d'exercer leur travail dans des conditions décentes. Ces réunions se sont tenues alors que Madame Buzyn, Ministre de la Santé a présenté, le 30 mai 2018, la feuille de route du ministère pour relever le défi du vieillissement à court et moyen terme. 160 millions d'euros ont été débloqués pour répondre aux difficultés rencontrées par les EHPAD.

TÉLÉMEDECINE

Je me suis engagée, dès le début de ma mandature, à appuyer le développement territorial de la télémédecine. Elle offre la possibilité de consulter à distance, de s'assurer du suivi d'un traitement ou de mieux partager les informations et les avis entre professionnels de santé, venant ainsi compléter l'offre de consultation en cabinet des médecins. En ce sens, elle est une réponse parmi d'autres, aux problématiques que connaissent les Lotoises et Lotois quant à un accès aux soins simple et pratique. Afin de développer cet outil, la loi de financement pour la Sécurité sociale (LFSS) 2018, que j'ai soutenue, fait de la télémédecine une activité soignante à part entière. L'accès à la télémédecine sera généralisé. Une bonne chose pour le Lot, à faible présence médicale qui a déjà plusieurs centres dédiés à cet effet .

TRÈS HAUT DÉBIT

Dans le cadre de mes travaux sur le numérique comme levier de développement des territoires ruraux , j'ai appuyé la démarche gouvernementale du déploiement numérique sur tout le territoire. Par ailleurs, en décembre 2017, à l'occasion de la Conférence Nationale des Territoires dans le Lot, Monsieur Edouard Philippe, Premier Ministre, s'était rendu, avec la délégation ministérielle, au Conseil Départemental, afin de signer avec l'Aveyron et la Lozère un contrat de délégation de service public avec le PDG d'Orange, pour le déploiement d'un réseau de fibre dans ces trois départements. Le projet est échelonné sur cinq ans et les travaux pour le déploiement du très haut débit ont débuté.

VIE ASSOCIATIVE

Suite à la suppression de la réserve parlementaires, les associations peuvent bénéficier de subventions du Fonds pour le développement de la vie associative (FDVA) pour le financement global de leurs activités et leurs projets locaux de nouveaux services à la population. Lors de la discussion budgétaire, un amendement parlementaire avait été voté à l'unanimité pour abonder ce fond de 25 millions d'euros supplémentaires. Afin de soutenir les associations sur tout le territoire, une répartition départementale des crédits a été actée à la demande des parlementaires. Ces 25 millions d'euros seront répartis pour moitié de façon égale entre tous les départements, pour qu'aucun territoire ne soit lésé ; l'autre moitié des crédits sera répartie proportionnellement entre les départements selon la population et le dynamisme associatif.

DANS L'HÉMICYCLE

HYDROCARBURES

Examinée du mois de septembre au mois de décembre, la loi hydrocarbures a notamment pour objectif la fin d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures en France d'ici 2040, interdire l'exploitation de gaz de schiste, et la mise en place de critère visant à favoriser les biocarburants de qualité. J'ai été nommée responsable de ce texte au sein de mon groupe parlementaire pour les articles examinés par la commission des affaires économiques. Je suis très fière du travail mené par l'ensemble de mes collègues et surtout de l'ambition que la France porte dans le monde pour faire de notre planète, un de nos sujets de préoccupations principales.

DROIT A L'ERREUR

Depuis l'été dernier, j'ai organisé des consultations et des auditions dans le cadre de la loi ESSOC, afin de transformer en profondeur le lien entre les citoyens et l'administration à travers deux piliers : la confiance et la simplification. Membre de la commission spécialement créée à l'Assemblée Nationale, les grands principes de cette loi sont : le droit à l'erreur, le droit au contrôle, le développement des rescrits, le référent unique, le "permis de faire"... J'ai eu l'occasion de suivre précisément et d'amender ce texte avant son adoption en deuxième lecture à l'Assemblée nationale. L'application de cette loi sera suivie par un comité en guise de service après-vente.

ASILE ET IMMIGRATION

C'est sans doute l'un des textes les plus importants de cette première année. L'un des plus clivant aussi. J'ai souhaité maintenir un dialogue constant avec les associations engagées sur les questions d'immigration dans le Lot afin d'équilibrer ce texte de loi. Grâce aux diverses contributions, le texte a été amélioré notamment en permettant d'assouplir le "délit de solidarité" et de prendre en compte les "réfugiés climatiques". Nous avons par ailleurs adopté des mesures pour assurer l'efficacité du dispositif d'hébergement et pour améliorer les conditions d'intégration et d'accueil des réfugiés.

LES FUTURES REFORMES

Depuis plus d'un an, l'ensemble des parlementaires ont été saisis de nombreux projets de loi afin de respecter les promesses faites par le Président de la République Emmanuel Macron lors de sa campagne mais surtout afin de transformer en profondeur notre pays sur tous les sujets. Un an plus tard, alors que j'ai découvert avec une grande majorité de mes collègues un nouveau engagement et de nouvelles responsabilités, je suis fière du chemin parcouru et du nombre de promesses tenues. C'est avec une nouvelle énergie que je défendrais le Lot, et les valeurs de la République dans la réforme des institutions que l'on examinera par la suite, la valorisation des revenus de nos agriculteurs, la rénovation du statut de l'apprentissage si utile pour notre jeunesse et le dynamisme de nos TPE et PME ainsi que le plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (loi PACTE)....

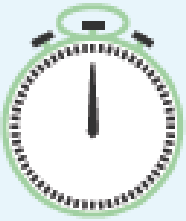
2ÈME PARTIE

BILAN LEGISLATIF

L'activité du groupe LaREM

27 JUIN 2017 AU 21 MAI 2018

1330 HEURES
de débat
en commission
soit 160 jours



1041 HEURES
de débat
en séance publique
soit 125 jours

99 LOIS ADOPTÉES

1966 AMENDEMENTS ADOPTÉS
dont 838 du groupe LaREM

330
questions d'actualité
au Gouvernement
des députés LaREM

3056
questions écrites
posées par
les députés LaREM

6 commissions d'enquête créées

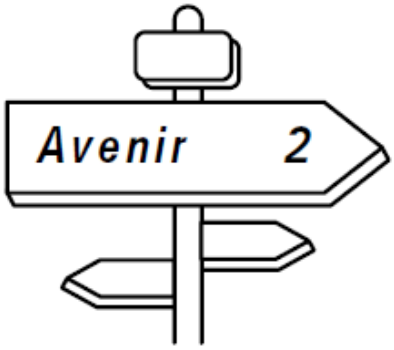
CORRIGER LES INÉGALITÉS SOCIALES A LA RACINE

L'école est le lieu ou se prépare l'avenir de chaque élève. C'est notre meilleur rempart pour lutter contre les inégalités sociales à la racine et pour protéger les plus fragiles.

C'est pourquoi nous bâtissons une école de la confiance, où chacun maitrisera les savoirs fondamentaux à la sortie, où chacun sera accompagné quand il fera face à des difficultés et pourra bénéficier de la liberté de cultiver ses talents afin de construire son projet académique et professionnel.

Au delà de l'école, c'est l'environnement quotidien de chaque jeune que nous souhaitons améliorer. Nous faisons en sorte que chacun puisse vivre, étudier et s'insérer dans la vie professionnelle dans les meilleures conditions.

TROIS CHOSES QUE NOUS AVONS VOTÉES

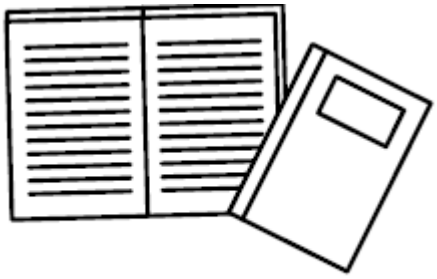


✓ Une meilleure orientation des lycéens

Nous renforçons le conseil en orientation au lycée avec 1h30 de cours dédié par semaine dès la classe de seconde pour aider les jeunes à préparer leur projet personnel et professionnel.

✓ La scolarité obligatoire à 3 ans

À partir de la rentrée 2019, la scolarité deviendra obligatoire dès l'âge de 3 ans, contre 6 ans jusqu'à présent.



✓ Devoirs faits à l'école

Pour lutter contre le décrochage scolaire, nous offrons un soutien scolaire gratuit à tous les collégiens. Ce soutien sera étendu à l'école primaire à la rentrée 2018.
10 000 volontaires seront recrutés pour encadrer les élèves, notamment à travers le service civique.

FAIRE PLUS POUR CEUX QUI EN ONT BESOIN

Nous souhaitons donner à tous les Français, d'où qu'ils viennent, la chance de réussir et la liberté de choisir. Plus que les droits formels, nous nous battons pour que le quotidien des Français change et s'améliore par l'obtention de droits réels.

Pour une société égale, nous faisons plus pour ceux qui en ont le plus besoin, en particulier les habitants des territoires en difficulté, les territoires ruraux et les 9 millions de Français pauvres, parmi lesquels figurent notamment les mères célibataires, les personnes âgées et celles en situations de handicap.

Nous assumons la mise en œuvre d'actions adaptées en fonction des besoins de chaque personne et de chaque territoires afin de concentrer nos efforts là ou ils sont indispensables.

TROIS CHOSES QUE NOUS AVONS VOTÉES

Augmentation des petites retraites

Nous augmentons le minimum vieillesse de 30 euros par mois dès 2018. Il sera ensuite augmenté de 35 euros par mois en 2019 et 35 euros par mois en 2020. Soit 100€ de plus par mois en 2020.

Dynamiser les centres villes

5 milliards d'euros sur cinq ans vont être investis pour créer des nouveaux commerces de proximité en centre-ville, pour améliorer la qualité de l'habitat, pour renforcer l'accès au service public et aux transports dans 222 villes de taille moyenne.

Accès au réseau téléphonique et internet pour tous

Nous assurons l'accès au réseau téléphonique et internet à tous les territoires. Contre les zones blanches sans réseau, le plan haut-débit et très haut débit permettra d'ici 2022 d'apporter la 4G partout en France.

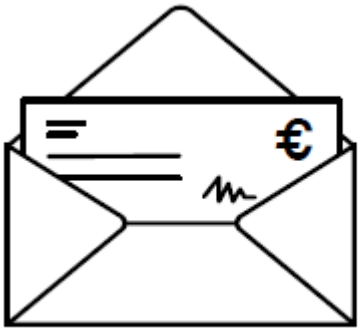
CONSTRUIRE UNE ECONOMIE QUI REVALORISE LE TRAVAIL

Nous voulons créer une société du travail ; chaque Français doit pouvoir trouver un emploi, bien en vivre et s'émanciper à travers lui.

Pour cela, la première des priorités est de construire une économie solide qui crée davantage d'emplois. Nous améliorons les conditions économiques de notre pays, récompensons l'investissement et la prise de risque et facilitons le quotidien de nos petites et moyennes entreprises.

Nous renforçons l'accompagnement des travailleurs dans leurs transitions professionnelles afin que les évolutions du marché du travail ne soient pas synonymes de chômage ou de précarité.

TROIS CHOSES QUE NOUS AVONS VOTÉES



Augmentation des salaires

Nous augmentons le salaire net des travailleurs grâce à la baisse des cotisations sociales. Pour un salarié du privé au SMIC, ce sera 260 euros nets par an en plus dès 2019. Un salarié à 2 000 euros par mois gagnera environ 360 euros par an en plus.

Fin du RSI

Finis les problème de gestion liés au RSI. Les travailleurs indépendants seront désormais sous le régime général de la sécurité sociale.

Plus d'investissement pour la formation professionnelle

Nous investissons 15 milliards d'euros dans la formation professionnelle parce qu'elle est la première des sécurités pour l'emploi des Français. Une application en ligne sera créée pour connaître ses droits et s'inscrire directement à une formation.

PROTÉGER NOTRE AVENIR

Les dégâts que nous faisons collectivement à notre planète sont pour beaucoup irréversibles. Nous en connaissons les conséquences sur notre santé, et sur le climat. La question de notre système de croissance est donc posée.

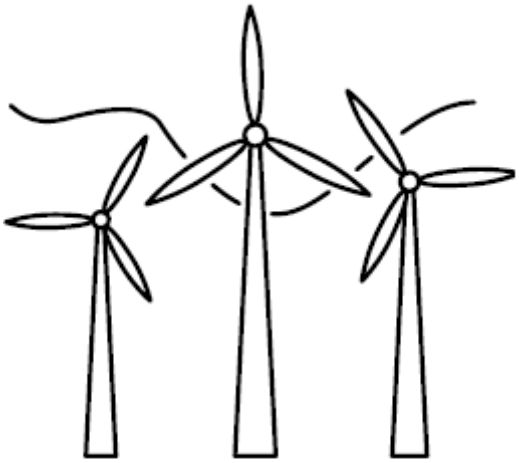
Nous investissons pour être plus sobre en consommation d'énergie et pour rendre notre production plus verte, en particulier grâce au développement des énergies renouvelables et de l'économie circulaire.

Nous faisons également évoluer notre modèle agricole, qui a réalisé de grands progrès ces dernières années, pour utiliser moins de produits chimiques et de pesticides, au bénéfice d'un accroissement de la production biologique.

TROIS CHOSES QUE NOUS AVONS VOTÉES

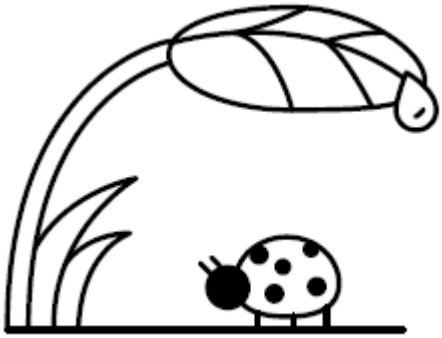
✓ Aide à l'agriculture Bio

Nous encourageons l'agriculture biologique en mobilisant 1,1 milliard d'euros d'ici 2022 (soit 60% de plus qu'avant). L'objectif est de doubler les surfaces agricoles cultivées en bio et d'avoir 20% de produits bio dans les cantines scolaires publiques.



✓ Développement des énergies renouvelables

Nous investissons 7 milliards d'euros dans les énergies renouvelables. Nous simplifions aussi les règles pour développer l'énergie éolienne.



✓ Réduire l'usage des pesticides

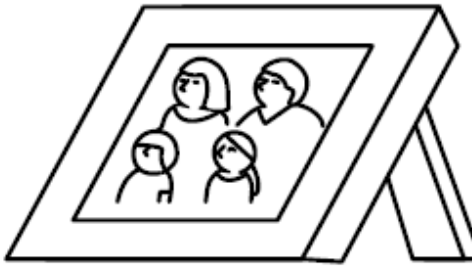
Nous diminuons l'utilisation des substances à risque pour la santé et l'environnement et nous accompagnons la recherche de solutions alternatives. C'est pourquoi la France appliquera de manière anticipée les règlements européens sur l'encadrement du glyphosate.

UNE REPRÉSENTATION POLITIQUE PLUS RESPONSABLE ET EFFICACE

Nous transformons les règles politiques pour que les Français retrouvent confiance dans la vie démocratique de notre pays. Nous voulons que les élus soient plus représentatifs de la société et reflètent davantage le pluralisme de notre pays.
Nous nous engageons à un renouvellement des pratiques, plus efficaces, pour répondre aux attentes des Français. Cela passe par une transparence accrue et par de nouvelles obligations pour les élus.

Cela passe aussi par la modernisation; la simplification des modes de décision et l'augmentation des pouvoirs parlementaires.

TROIS CHOSES QUE NOUS AVONS VOTÉES

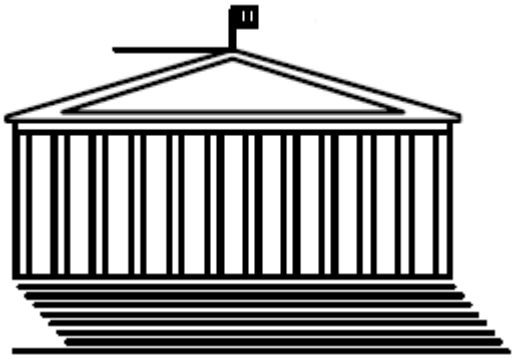


✓ Interdiction des emplois familiaux

Les députés, les sénateurs et les ministres ne peuvent plus employer un membre de leur famille.

✓ Limiter le nombre de mandats

Nous allons interdire aux élus de faire plus de trois mandats successifs identiques, sauf pour les maires des petites communes. Cela permettra d'avoir moins de professionnels de la politique et davantage de professionnels en politique dans notre pays.



✓ Fin du régime spécial de retraite des députés

Nous avons mis fin au régime spécial de retraite des députés. Ils sont soumis au régime de droit commun de la fonction publique.

RETROSPECTIVE DES REFORMES

AOU

Ordonnances travail.
Ordonnances qui assouplissent le Code du travail (primauté des accords d'entreprise dans certains cas, barémisation des indemnités prud'homales...) pour libérer l'emploi.

Moralisation de la vie politique.
Loi qui interdit notamment aux parlementaires d'employer des membres de leur famille et supprime la "réserve parlementaire".

OCT

Loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.
Loi qui étend le pouvoir des préfets et forces de l'ordre pour surveiller et intervenir après la fin de l'état d'urgence qui courrait depuis 2015.

DEC

Fin de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures.
Loi ambitieuse et responsable qui interdit la recherche ainsi que le forage d'hydrocarbures conventionnels et non conventionnels en France d'ici à 2040.

Loi de financement de la sécurité sociale 2018.
Onze vaccins, au lieu de trois, deviennent obligatoires pour les enfants, le prix du paquet de cigarettes fixé à 10 euros en 2020 et augmentation du minimum vieillesse.

Loi de finances 2018.
Suppression partielle de l'ISF, taxe fixe de 30% sur les revenus financiers, début de la suppression de la taxe d'habitation, suppression des cotisations salariales chômage et maladie

JAN

Un État au service d'une société de confiance.
Aussi appelée "loi Droit à l'erreur" permet de renforcer l'efficacité de l'administration pour une relation de confiance avec le public.

RETROSPECTIVE DES REFORMES

FEV

Europe.
Loi sur l'élection des représentants au Parlement européen.

Réforme du baccalauréat et de l'orientation et la réussite des étudiants.
A partir de juin 2021, le Bac sera transformé (réduction à quatre épreuves écrites, dont le français et la philosophie, et un grand oral, suppression des séries L, ES et S au profit d'un tronc commun et de spécialités en Première et en Terminale. Par ailleurs, APB est remplacé par Parcoursup.

MAR

Programmation militaire pour la période 2019 - 2025.
Loi qui a permis d'accorder un budget important pour la Défense et la modernisation du matériel militaire.

Organisation des Jeux olympiques et paralympiques pour 2024.
Loi pour permettre de mettre en place les meilleures conditions pour l'organisation des JO dans huit ans.

AVR

Loi "pacte ferroviaire".
Fin du statut pour les nouveaux entrants, création d'une société anonyme, reprise d'une partie de la dette, investissements massifs de l'Etat pour la rénovation des petites lignes dans un partenariat avec les régions.

Projet de loi "Asile et immigration"
Loi qui vise à mieux accueillir les demandeurs d'asile, à être plus ferme vis-à-vis des personnes en situation d'illégalité ainsi qu'à offrir une meilleure intégration pour les réfugiés.

MAI

Loi "Violences sexuelles et sexistes".
Loi permettant de mieux protéger les mineurs victimes d'actes sexuels et de renfoncer les peines contre les actes à caractère sexistes.

Les Réformes en cours 2018

Réforme de la formation professionnelle, l'apprentissage et l'assurance-chômage

Réforme de la justice

Réforme constitutionnelle et institutionnelle

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN)

Réforme de la fonction publique

Loi PACTE (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises)

Loi d'orientation sur les mobilités

Loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur alimentaire et une alimentation saine et durable

Ecrivez-moi !

Nom :
Prénom :
Adresse :
Mail / téléphone :

Quels sont les sujets qui vous semblent prioritaires pour le Lot?

Quels sont les outils que vous jugez les plus efficaces pour améliorer la participation des citoyens dans le processus législatif ?

PERMANENCE DE MADAME HUGUETTE TIEGNA
2, rue Caviale, 46100 FIGEAC
06.73.35.73.10

NOTES

NOTES

ME CONTACTER

Dans le Lot

2, rue Caviale
46100 FIGEAC
tel : 06.73.35.73.10

A Paris

Assemblée Nationale
126, rue de l'Université
75007 PARIS
tel : 01.40.63.75.65

huguette.tiegna@assemblee-nationale.fr

facebook.com/huguette.tiegna.lot

@HuguetteLREM46

LaSemainedHuguette

Imprimé par les services de l'Assemblée nationale

ASSEMBLÉE NATIONALE